

REPUBLIQUE FRANCAISE
COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE



N° 2025/OCTOBRE/CM-N°05

EXTRAIT DU PROCES VERBAL IN EXTENSO
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE SAINTE ANNE

SEANCE DU 16 OCTOBRE 2025

L'An Deux Mille Vingt Cinq, le jeudi 16 octobre à quatorze heures quinze minutes, les membres du Conseil Municipal de la Commune de SAINTE ANNE, se sont réunis à la Mairie, lieu habituel de leurs séances, sous la présidence de M. GEMIEUX Jean-Michel, Maire de la commune.

L'ordre du jour est le suivant :

1. DELIBERATION PORTANT APPROBATION DU NOUVEAU PLAN DE FINANCEMENT RELATIF A L'OPERATION DE RECONSTRUCTION DE L'ECOLE ELEMENTAIRE DU BOURG
2. DELIBERATION PORTANT DECISION MODIFICATIVE N°2 DU BUDGET PRIMITIF 2025
3. DELIBERATION PORTANT PAIEMENT DES DEPENSES NON RATTACHEES ET ANTERIEURES A L'EXERCICE 2025
4. DELIBERATION INSTITUANT UNE INDEMNITE SPECIALE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT (ISFE)
5. DELIBERATION PORTANT SUR LE PROJET DE LA ZMEL BAIE DU MARIN/SAINTE ANNE - POLICE DE L'EAU
6. DELIBERATION PORTANT CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE AVEC LA CAISSE D'ALLOCATION FAMILIALES DE LA MARTINIQUE-AUTORISATION DE SIGNATURE

PRESENTS : M. GEMIEUX Jean-Michel, Maire ; MM. SAINTE-AGATHE Karine, ADJUTOR Valéry, GEMIEUX Jeannine, FAUSS Jean-Luc, PAMPHILE-MOUSTIN Lydia, DERIC Jules, CABIT Raymonde (arrivée à 14h22), Maire adjoints ; MM. SAINT-CYR Christophe, CLAIRVOYANT Martine (arrivée à 14h40), PASCALIN Yohann, LETCHIMY Chantal, PONCEAU Louisiane, PRUDENT Marie-Claude (arrivée à 14h30), HO-SING-MING Marie-Thérèse, ELISABETH Nathalie (arrivée à 14h30), CAYAU Bruno (arrivé à 14h19), SAINTE-AGATHE Armancy, DORE Éric (arrivé à 14h45), HAMOU Annie, FERDINAND Jérémie (arrivé à 14h20), SAUBY Marie-Georges, Conseillers.

PROCURATIONS : M. DELBLOND Daniel donne procuration à Mme GEMIEUX Jeannine, Mme ELOI-HILAIRE Nathalie donne procuration à M. GEMIEUX Jean-Michel, M. GERME Grégory donne procuration à M. DELBLOND PASCALIN Yohann, M. BONARD Bruno donne procuration à M. CAYAU Bruno, M. ROLLIER José donne procuration à Mme SAUBY Marie-Georges

Le quorum étant réuni, le Maire déclare la séance ouverte et l'on passe à l'examen de l'ordre du jour

NOMBRES DE MEMBRES

NOMBRES DE MEMBRES				
En Exercice	Présents		Votants	
27	22	27		
		Dont procurations		
		5		
VOTES				
Suffrages exprimés	Pour	Contre	Abstention	N'ayant pas pris part au vote
27	27	0	0	0

Date de convocation
10/10/2025

**Objet : DELIBERATION PORTANT SUR LE
PROJET DE LA ZMEL BAIE DU
MARIN/SAINTE ANNE - POLICE DE L'EAU**

Présidence de Séance :

GEMIEUX Jean-Michel, Maire

Secrétaires de Séance :

Mmes PAMPHILE-MOUSTIN Lydia
LETCIMY Chantal

3-1 DELIBERATION PORTANT SUR LE PROJET DE LA ZMEL BAIE DU MARIN/SAINTE ANNE – POLICE DE L'EAU

Avis du conseil municipal relatif à la consultation faite dans le cadre de l'article R.181-18 du code de l'environnement sur le **projet ZMEL Baie Marin / Sainte Anne**

1- Contexte :

Le service de la police de l'eau instruit le dossier d'autorisation environnemental concernant l'opération : **projet ZMEL Baie Marin / Sainte Anne**

Il est attendu du conseil municipal un avis, ainsi que, le cas échéant, les prescriptions spécifiques qu'il souhaiterait voir intégrer à l'autorisation environnementale.

2- Présentation synthétique du projet :

*« Dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Aménagement des Espaces Maritimes adopté en 2022, la réalisation d'une zone de mouillages organisée dans la Baie du Marin / Sainte-Anne est souhaitée afin de protéger l'environnement, sécuriser, réglementer et favoriser les pratiques des activités nautiques sur le secteur. **Le projet est porté par la Ville du Marin** ».*
p.21/197

Le projet vise à créer une zone de mouillage organisée dans les Baies du Marin et de Sainte-Anne, avec

Pour la Baie de Sainte-Anne (territoire communal) : 327 mouillages prévus

- **Zone F** : 51 bouées (navires < 15 mètres) - Surface : 40 023 m²
- **Zone G** : 276 bouées (272 pour navires < 15m et 4 pour navires < 22m) - Surface : 235 772 m²
-

Pour la Baie du Marin : 5 zones avec 286 mouillages

- **Zone A (29 019 m²)** : 29 bouées pour des navires de moins de 15 mètres ;
- **Zone D1 (43 319 m²)** : 59 bouées pour des navires de moins de 15 mètres ;
- **Zone D2 (89 267 m²) : 113 bouées :**
 - 98 bouées pour des navires de moins de 15 mètres (« bouées R15 ») ;
 - 9 bouées pour des navires de moins de 22 mètres (« bouées R22 ») ;
 - 6 bouées pour des navires de moins de 30 mètres (« bouées R30 ») ;
- **Zone D3 (66 546 m²)** : 81 bouées pour des navires de moins de 15 mètres ;

- **Zone EU (4 401 m²) :** 4 bouées pour des navires de moins de 15 mètres.

53,34% des bouées s'en trouveraient implantés sur la baie de Sainte-Anne.

3- ANALYSE CRITIQUE DU PROJET

3.1 Points positifs reconnus

- Structuration des mouillages actuellement anarchiques (732 mouillages non déclarés recensés)
- Réduction de l'impact sur les herbiers grâce aux ancres écologiques
- Mise en place d'un système de collecte des eaux noires et grises
- Opération de dépollution initiale (retrait de corps-morts sauvages et bateaux hors d'usage)

2.3 Préoccupations majeures identifiées sur le mouillage Zone Sainte-Anne

2.2.1 Surdensification du plan d'eau

Constat : Le projet prévoit **327 mouillages sur le territoire de Sainte-Anne,**

Impacts redoutés :

- Saturation visuelle du paysage maritime
- Réduction drastique des zones de navigation pour les activités nautiques (centre nautique, plongée, location d'engins...) implantées en face des zones G1 et G2
- Création d'un "parking maritime" en contradiction avec l'image de notre commune

2.2.2 Conflits d'usage insuffisamment traités

a) Activités de pêche

Constats alarmants des marins-pêcheurs de Sainte-Anne :

Les professionnels de la pêche ont fait remonter des observations préoccupantes sur la dégradation actuelle du milieu marin, directement liée aux mouillages existants :

Dégradation documentée des fonds marins :

- Destruction des herbiers par les ancres et chaînes des mouillages sauvages
- Raréfaction des zones de frayère et de reproduction
- Disparition progressive de certaines espèces de poissons
- Modification des habitats naturels (coraux, substrats rocheux)

Pollution chronique constatée :

- Rejets directs d'eaux usées (noires et grises) par les navires au mouillage
- Accumulation de déchets sur les fonds (plastiques, métaux, hydrocarbures)
- Eutrophisation locale (prolifération algues, baisse oxygène)
- Impact sur la qualité sanitaire des produits de la mer

Conflits d'usage quotidiens :

- Zones de pêche traditionnelles sous tension
- Tensions avec les plaisanciers (incivilités, non-respect des zones)

Le dossier ne comporte AUCUNE étude sur l'impact du projet sur la pêche traditionnelle, alors qu'il s'agit d'une activité économique et d'un métier traditionnel structurant pour Sainte-Anne.

Excepté ces quelques lignes en pages 101-102- « **Etude d'impact pour l'implantation d'une Zone de Mouillage et d'Équipements Légers (ZMEL) en Baie du Marin et en Baie de Sainte-Anne Dossier de demande d'Autorisation au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement, incluant l'évaluation environnementale** »

b) Activités nautiques, de loisirs et de restauration

- Restriction des zones de navigation pour du club nautique de Sainte-Anne implanté face à la zone G1
- Impact sur les activités de plongée sous-marine et autres activités en mer (2 commerçants concernés (zones G à proximité des spots)
- Réduction des espaces de baignade sécurisés
- Dégradation du cadre paysager depuis le littoral pour tous les commerçants restaurateurs face aux zones G1 et F

2.2.3 Gestion des déchets et pollution

Interrogation sur le dimensionnement :

- 1 seule barge multiservice prévue pour Sainte-Anne (contre 2 pour le Marin)
- Capacité de 3 000 litres jugée sous-dimensionnée au regard de 327 mouillages
- Risques de débordement et d'accumulation de déchets aux interfaces (c'est déjà le cas)

2.2.4 Impacts environnementaux et obligations réglementaires de l'État

Milieu marin :

- Risques de perturbation de la faune marine durant les travaux
- **Absence de mesures compensatoires claires :**
- Le document mentionne une mesure d'accompagnement (MA01) sur 5 ans pour le retrait progressif des mouillages illégaux, mais sans garantie d'exécution.

POINT JURIDIQUE MAJEUR soulevé - Obligations de protection de l'État :

Côté Sainte-Anne, la zone concernée abrite des **écosystèmes remarquables** (herbiers, récifs coralliens) qui justifieraient l'instauration d'un **Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB)** au titre de l'article L. 411-1 du Code de l'environnement sur partie de la zone d'implantation F et G
Les interrogations du conseil municipal portent sur les protections environnementales :

- Les pages 55, 61 à 65 mentionnent la qualité du milieu biologique marin, insuffisamment explorés selon le conseil municipal.

- La page 184, rapporte les limites de l'étude, sur les difficultés rencontrées lors de la caractérisation des espèces présentes sur les 2 ZMEL.
- La mesure n° 7 supprimant 14 mouillages

La mesure est-elle suffisante ?

Questionnement réglementaire :

- L'État a l'obligation de protéger les espèces et espaces classés par arrêté
- Une étude approfondie devrait être menée pour déterminer si un APPB est nécessaire, ce qui pourrait :
 - Interdire ou fortement restreindre l'implantation de mouillages
 - Imposer des mesures de protection renforcées
 - Limiter considérablement le nombre de bouées autorisées

La commune de Sainte-Anne demande qu'une **étude de faisabilité d'un Arrêté de Protection de Biotope** soit réalisée sur les zones F et G avant toute autorisation du projet.

2.3.4 Portage du projet

p.21/197

*« Dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Aménagement des Espaces Maritimes adopté en 2022, la réalisation d'une zone de mouillages organisée dans la Baie du Marin / Sainte-Anne est souhaitée afin de protéger l'environnement, sécuriser, réglementer et favoriser les pratiques des activités nautiques sur le secteur. **Le projet est porté par la Ville du Marin** ».*

Le conseil municipal s'interroge sur les modalités de portage et de demande d'explication sur la demande de deux AOT : baie du Marin et de Sainte-Anne par la commune du Marin.

Aucune entente, aucun engagement, ni accord n'a été donné à la commune du Marin pour exploiter la ZMEL implantée sur le périmètre de Sainte-Anne.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

RAPPELLE :

- Que la Commune de Sainte-Anne a fait le choix stratégique d'un développement **raisonné, soutenable et respectueux** de l'environnement, des usages et des traditions
- Que contrairement à la Commune du Marin, **la plaisance intensive n'est pas un axe de développement de Sainte-Anne**

- Que notre modèle repose sur la **préservation plutôt que sur le "tout aménagement"**
- Que nous privilégions un tourisme de qualité valorisant l'authenticité et le caractère préservé de nos sites

CONSIDÉRANT QUE :

- **Le projet propose à Sainte-Anne un modèle de développement qui correspond pas celui de la ville de Sainte-Anne avec 53% des zones de mouillage situées sur notre territoire**
- **Le projet contrevient à notre vision stratégique de préservation et de développement soutenable**
- L'État a l'obligation réglementaire de protéger les espèces et espaces remarquables par arrêté
- **Les marins-pêcheurs de Sainte-Anne s'opposent fermement au projet et ont documenté la dégradation catastrophique du milieu marin**
- Le projet prévoit une sur densification du plan d'eau (327 mouillages)
- **Le projet est porté par la Commune du Marin sans concertation avec Sainte-Anne**

DÉCIDE :

- D'émettre un **AVIS DÉFAVORABLE** au dossier d'autorisation environnementale du projet ZMEL Baie Marin/Sainte-Anne (dossier n°240144) dans sa forme actuelle

RÉAFFIRME :

- Le droit de Sainte-Anne à choisir son propre modèle de développement
- Notre refus d'un aménagement intensif des espaces maritimes contraire à notre identité
- Notre priorité à la préservation environnementale et à la protection des activités traditionnelles
- Que la relative ouverture hydrodynamique de la baie de Sainte-Anne doit être considérée non pas comme une opportunité de surcharge, mais comme un patrimoine naturel à préserver, garant de l'image internationale de la destination et de l'économie touristique et halieutique locale ;

DEMANDE :

- A l'État de prendre un arrêté préfectoral de protection spécifique à la zone de Sainte-Anne, interdisant tout nouveau mouillage dans l'attente d'une décision globale, afin de prévenir tout effet de déport et de garantir la qualité sanitaire et environnementale des eaux de baignade ;

FORMULE 10 réserves majeures :

- **RÉSERVE N°1 - RÉDUCTION DE LA CAPACITÉ**

- **RÉSERVE N°2 - ZONES RÉSERVÉES ET PROTÉGÉES POUR LA PÊCHE PROFESSIONNELLE**
- **RÉSERVE N°3 - PRÉSERVATION DES ACTIVITÉS NAUTIQUES ET DE LOISIRS**
- **RÉSERVE N°4 - DIMENSIONNEMENT DES MOYENS DE COLLECTE**
- **RÉSERVE N°5 - SUIVI ENVIRONNEMENTAL**
- **RÉSERVE N°6 - MESURES COMPENSATOIRES**
- **RÉSERVE N°7 - LIMITATION DE L'IMPACT VISUEL**
- **RÉSERVE N°8 - AOT : baie de Sainte-Anne exploitée par la ville du Marin**
- **RÉSERVE N°9 - CONCERTATION PUBLIQUE RENFORCÉE**

SOUTIENT l'opposition légitime des marins-pêcheurs de Sainte-Anne et demande la prise en compte impérative de leurs observations

CHARGE Monsieur le Maire de transmettre la présente délibération à :

- La DEAL Martinique - Service Police de l'eau
- Le Parc Naturel Marin de Martinique
- La Commune du Marin
- Le Préfet de la Martinique
- La Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud de la Martinique (CAESM)
- **Le Conseil National de la Protection de la Nature (CNP)**
- **Le Comité Régional des Pêches de Martinique**
- **Le Comité Local des Pêches de Sainte-Anne**
- **Les organisations professionnelles de marins-pêcheurs**
- Les associations de protection de l'environnement
- Les organisations professionnelles du tourisme
- Le Ministère de l'Écologie
- Le Ministère de l'Outre-Mer

Vote : Adopté à l'UNANIMITE
27 Pour, 0 Contre, 0 Abstentions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME.

SAINTE ANNE LE 17/10/2025

Le Maire,



Jean-Michel GEMIEUX



REÇU EN PREFECTURE

le 17/10/2025

Application agréée E-legalite.com

99_DE-972-219722261-20251017-OCTOBRE_CM5